

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Écoles rurales : le déficit d'enseignants agace encadreurs pédagogiques et directeurs d'école

À Mbigou, Lebamba, Lastoursville, Koula-Moutou et dans tout l'intérieur du pays ou presque, les insuffisances en enseignants sont criantes. Les établissements primaires sont quasiment vides. Dans une école à cycle complet, on trouve parfois trois chargés de cours au lieu de cinq. Dans d'autres cas, c'est un seul enseignant qui tient toute l'école, avec toutes les complications qui en découlent. Les chefs de circonscription scolaire et directeurs d'école sont éprouvés.

Isaac MUKETA MUELE  
Libreville/Gabon

DANS la province de la Ngounié, on ne parle que de ça : le déficit d'enseignants dans les écoles rurales. Jean-René Maminga y exerce en qualité de chef de circonscription scolaire de la Ngounié-sud. Celle-ci regroupe les établissements primaires et préprimaires des départements de la Boumi-Louetsi (Mbigou), Louetsi-Bibaka (Malinga) et Louetsi-Wano (Lebamba). "La circonscription scolaire à ma charge compte 34 écoles publiques et 12 écoles confessionnelles. Ces 46 établissements primaires ont un déficit en enseignants de plus de 35 %", renseigne-t-il.

"Cela nous pose énormément de difficultés dans la gestion pédagogique de ces établissements. Les directeurs d'école ne cessent de se plaindre par rapport aux conséquences que ce déficit cause. Les parents d'élèves aussi. Ces derniers estiment et croient même que, si les enseignants ne sont pas au grand complet dans leur école, c'est parce que nous n'accordons pas assez d'importance à leur village et à leurs enfants. Ainsi nous recourons à la main-d'œuvre non permanente, les types d'enseignants moniteurs auxiliaires embauchés par les conseils municipaux et départementaux. À qui nous donnons une petite formation. Mais cela

"Certes, ces derniers ont de l'instruction mais ils n'ont pas la formation pédagogique requise pour avoir les compétences professionnelles propres à l'exercice de l'enseignement. Nous craignons donc pour le niveau des élèves qu'ils tiennent"



Un exemple d'école rurale en déficit d'enseignants à Lastoursville.

ne suffit pas pour atteindre nos objectifs d'enseignement. Au contraire, cela contribue à tirer notre système éducatif vers le bas, alors qu'il doit émerger", se plaint l'inspecteur.

Pour le cas de la circonscription scolaire de Mulundu (Lastoursville), dans la province de l'Ogooué-Lolo, le manque d'enseignants est évalué à plus de 40 % sur l'ensemble des 41 écoles. "Il nous faut au moins 125 enseignants pour combler tous les vides qu'il y a dans les écoles du département. Pour le moment, le public pédagogique dominé par une forte présence de moniteurs auxiliaires que recrutent pour nous les conseils municipal et départemental. Certes, ces derniers ont de l'instruction mais ils n'ont pas la formation pédagogique requise pour avoir les compétences professionnelles propres à l'exercice de l'enseignement. Nous craignons donc pour le niveau des élèves qu'ils tiennent", explique l'inspecteur

chef de circonscription scolaire, Guillaume Gnalamingandou.

Situation identique dans la circonscription scolaire de l'Ogooué-Lolo-sud à Koula-Moutou où, d'après le responsable de ce bassin pédagogique, François Mouvaga, les deux tiers des écoles fonctionnent en nombre insuffisant de personnel enseignant certifié. "Nous sommes obligés d'avoir recours aux moniteurs auxiliaires payés par les collectivités locales et de subir malgré tout les classes multigrades. Avec tous les dérapages pédagogiques qu'il y a dans le déroulement des enseignements", explique-t-il.

Ce qui ne plaît guère aux chargés de cours. "Nous subissons tout seuls le poids du dysfonctionnement de notre système éducatif, comme si nous étions des super enseignants", interpelle alors l'institutrice Obone Zome, directrice et chargée de cours de l'école de Madoukou Mahouya à Lastoursville.

## Systeme éducatif en danger ?

IMM  
Libreville/Gabon

DE prime abord, les causes évidentes du déficit criant d'enseignants dans les écoles primaires rurales, tous ordres d'enseignement confondus, sont liées au vieillissement du personnel, aux départs à la retraite, aux décès, aux refus d'affectation de certains instituteurs d'exercer à l'intérieur du pays et aux rapprochements d'époux pour le cas du personnel féminin. À cela, il faudrait ajouter le gel du processus de recrutement des enseignants et la suspension du concours d'entrée dans les Écoles normales des instituteurs (ENI) depuis près de 4 ans.

Ainsi, au cours de cette longue période, le nombre des enseignants certifiés s'est réduit considérablement. Dans certaines localités, la pénurie des maîtres a occasionné la fermeture systématique des écoles et même la mort des villages à cause de l'exode rural. Ce déficit d'enseignants dans les établissements ruraux n'est pas sans conséquence. Dans la mesure où il risque d'impacter pour longtemps l'efficacité du système éducatif et, par ricochet, le développement du pays. En effet, ne dit-on pas que l'éducation est à la base du développement ? Dès lors, les autorités nationales devraient se raviser pour tâcher de donner un élan dynamique à l'école gabonaise qui en a tant besoin.